

Séminaire POLIR - 17 février 2021

La perception de la souveraineté en milieu insulaire

Présentation de l'article à paraître au Journal de la Société des Océanistes (JSO)

Pour un réexamen des concepts de « Décolonisation, Indépendance, Souveraineté » au prisme de l'expérience néocalédonienne

Séverine Blaise (Economie, Université de la Nouvelle-Calédonie)

Carine David (Droit public, Université des Antilles)

Gerard Prinsen (Development studies, Massey University)



MASSEY UNIVERSITY
TE KUNENGA KI PŪREHUROA
UNIVERSITY OF NEW ZEALAND

Université
des Antilles
Pôle Martinique

Séminaire POLIR - 17 février 2021

Idée de l'article

- ⇒ Continuité de l'article sur la souveraineté ilienne de G. Prinsen et S. Blaise
- ⇒ Entrée par le prisme de la Nouvelle-Calédonie
 - ⇒ Comment les concepts de décolonisation, d'indépendance et de souveraineté peuvent être revisités ?
 - ⇒ Besoin d'une approche pluridisciplinaire

A paraître (un jour peut être !) au Journal de la Société des Océanistes (JSO)

Séminaire POLIR - 17 février 2021

- I - La souveraineté kanak selon l'Accord de Nouméa : une souveraineté intangible devenue virtuelle ?
- II - La « souveraineté calédonienne », une souveraineté tangible ?
- III - La Nouvelle-Calédonie : une souveraineté « îlienne » émergeant de la décolonisation ?

Séminaire POLIR - 17 février 2021

I - La souveraineté kanak selon l'Accord de Nouméa : une souveraineté intangible devenue virtuelle ?

La souveraineté du peuple Kanak se voit immédiatement substituée par la perspective d'une souveraineté calédonienne :

« Il convient de faire mémoire de ces moments difficiles, de reconnaître les fautes, de restituer au peuple kanak son identité confisquée, ce qui équivaut pour lui à une reconnaissance de sa souveraineté, préalable à la fondation d'une nouvelle souveraineté, partagée dans un destin commun » (dernier alinéa du point 3 du préambule de l'A.N.)

Un partage de souveraineté qui établit en réalité le rejet d'une souveraineté de la Nouvelle-Calédonie se résumant à une souveraineté kanak et l'acceptation de la construction du destin commun.

Séminaire POLIR - 17 février 2021

I - La souveraineté kanak selon l'Accord de Nouméa : une souveraineté intangible devenue virtuelle ?

A la lecture de l'Accord de Nouméa, il ressort en définitive 3 appréhension de la notion de souveraineté : la souveraineté du peuple premier, la souveraineté partagée entre l'Etat français et la Nouvelle-Calédonie et la souveraineté de l'Etat français.

Dans ce cadre, la décolonisation n'est pas considérée comme une fin mais un moyen... de préserver la paix sociale.

« La décolonisation est le moyen de refonder un lien social durable entre les communautés qui vivent aujourd'hui en Nouvelle-Calédonie, en permettant au peuple kanak d'établir avec la France des relations nouvelles correspondant aux réalités de notre temps »

Séminaire POLIR - 17 février 2021

II - La « souveraineté calédonienne », une souveraineté tangible ?

Grille d'analyse de Krasner (1999, 2010) qui identifie quatre dimensions de la souveraineté : internationale, westphalienne, domestique et interdépendante.

- 1) **La souveraineté internationale légale** : pas de souveraineté mais émergence d'une para-diplomatie calédonienne (Prinsen, Migozzi et Lafoy, 2017) ou plutôt d'une diplomatie « décentralisée ».
- 2) **La souveraineté westphalienne** : pas de souveraineté, négociation avec l'Etat Français qui conserve les structures d'autorité (monopole de la force), mais des évolutions statutaires qui conduisent à relativiser le constat (autonomie renforcée sur le plan juridique, économique et (« constitutionnalisme alternatif » (Houquerbie, 2014), cad de grandes marges de manœuvre sur le plan politique).

Séminaire POLIR - 17 février 2021

II - La « souveraineté calédonienne », une souveraineté tangible ?

- 3) La souveraineté domestique : une souveraineté renforcée sur le plan politique, mais pas de contrôle effectif (budgétaire, juridictionnel, etc.). Des inflexions grâce à la prise en compte de l'identité kanak et aux politiques de rééquilibrage qui demeurent limitées.
 - 4) La souveraineté interdépendante : une souveraineté relativement forte, encore profondément dominée par la conception européenne du développement (systèmes scolaire et universitaire, sphère médiatique, etc.). Une forte capacité à réguler les flux de population ou de capitaux, dont la portée est toutefois significativement réduite.
- Une souveraineté domestique et interdépendante s'exprimant dans un cadre contraint par des négociations tripartites et encore profondément dominé par le système français.

Séminaire POLIR - 18 février 2021

III - La Nouvelle-Calédonie : une souveraineté « îlienne » ?

Prinsen et Blaise (2017) : les territoires insulaires non-autonomes développeraient une nouvelle forme de souveraineté, une souveraineté « îlienne » qui présente un certain nombre de caractéristiques communes dans la gestion de leurs relations avec leur métropole :

- 1) Ces territoires votent 'non' dans les référendums pour l'indépendance, 'oui' au maintien d'un lien constitutionnel ;
- 2) Ils négocient de façon permanente une série de statuts constitutionnels exceptionnels ;
- 3) Ils réussissent à s'exonérer des lois métropolitaines en vigueur ;
- 4) Ils bénéficient de transferts métropolitains qui compensent l'insuffisance de revenus domestiques ;
- 5) Ils signent des accords qui leur sont bénéfiques mais qui sont inconfortables pour les métropoles.

Réexamen du cas de la NC à la lumière des résultats du référendum...

Séminaire POLIR - 18 février 2021

II - La Nouvelle-Calédonie : une souveraineté « îlienne » ?

Les arguments en faveur de cette thèse :

L'émergence d'une pratique et d'une théorie kanak de la souveraineté à travers l'œuvre politique de Jean-Marie Tjibaou (Mokaddem, 2005 ; 2009 ; 2011 ; 2016).

Un mouvement nationaliste kanak « qui oscillait et oscille encore entre souveraineté politique et indépendance économique » et un glissement dans le discours de Jean-Marie Tjibaou sur la souveraineté :

- la « *puissance absolue appartenant au peuple originel* » (1974)
- la « *puissance de choisir les partenaires et le pouvoir de gérer les interdépendances* » (1985)

La « double contrainte » (Raphaël Pidjot) ou la nécessité de s'approprier, les modèles exogènes pour mieux les reformuler à partir des modèles endogènes.

➔ renoncer à certains attributs de la souveraineté externe pour mieux construire la souveraineté interne, notamment sur le plan économique ?

Séminaire POLIR - 18 février 2021

III - La Nouvelle-Calédonie : une souveraineté « îlienne » ?

L'acceptation du statut transitoire relève davantage d'une situation contrainte par une forte dépendance au sentier que d'une volonté de renoncer à la souveraineté externe :

- 1) Une société divisée, mise en minorité démographique du peuple autochtone et ouverture de l'autodétermination aux « victimes de l'histoire » ;
- 2) Le modèle économique de l' « économie assistée » et la persistance d'un oligopole de collusion qui entretient habilement une économie « sous serre » et divers mécanismes de dépendance ;
- 3) L'écrasement militaire de la « séquence révolutionnaire » des années 84-88 qui met un coup d'arrêt à la lutte armée de libération nationale kanak et révèle l'intérêt géostratégique que constitue la NC pour la France dans la région.

Résultats du référendum : c'est le rapport démographique entre les groupes ethniques, prédéterminés politiquement, qui a fait la décision (Pantz, 2018 ; David, 2018)

Séminaire POLIR - 18 février 2021

III - La Nouvelle-Calédonie : une souveraineté « îlienne » ?

Cela ne signifie pas pour autant que les responsables indépendantistes n'aient pas fait preuve d'une forte capacité d'agencéité (*agency*)...

La NC présente la plupart des caractéristiques d'une souveraineté « îlienne » : forte capacité locale à négocier et exercer la souveraineté domestique et interdépendante.

Qu'en conclure du point de vue de la décolonisation ?

La stratégie qui vise à « Engloutir celui qui m'engloutit » pourrait bien s'avérer être un pari dangereux... car le capitalisme lui aussi digère sa propre critique (Boltanski et Chiapello 1989).

Fonctionnement collégial du gouvernement et difficultés du peuple autochtone à imposer des réformes progressistes ou aller plus vite et plus loin dans la reconnaissance de l'identité et de la société kanak.

Conclusion

La question de la décolonisation n'est toujours pas réglée en Kanaky/Nouvelle-Calédonie...

« *La décolonisation ne se limite pas à un processus institutionnel, [...] elle requiert une transformation des mentalités* »
(Mokaddem, 2018, 8)

Merci de votre attention... Des questions / remarques ?